

# Ambition Orion 2022

---

*Bâtir ensemble une France plus forte dans un monde transformé*

---

Janvier 2021

---

Paris / Londres / Bruxelles / Luxembourg

# AMBITION ORION 2022

Fort de sa volonté d’influencer directement les décideurs, le Cercle Orion a su muter et grandir au cours des récentes années, pour devenir un think tank ambitieux, international et entendu. Au travers de ce rapport-programme, « Ambition Orion 2022 », nous tenons à rappeler l’idéologie et les fondements du Cercle Orion, et notamment à dessiner notre positionnement politique consistant à être un groupement pro-européen libéral, prônant le développement d’un capitalisme responsable, l’émancipation individuelle sous toutes ses formes, et la défense de l’identité et de la souveraineté française. Le Cercle Orion se veut avant tout force de proposition et moteur des changements du monde d’aujourd’hui et de demain.

Fondé en 2017 par Alexandre MANCINO, le Cercle Orion est un club de réflexion, un espace privilégié d’échanges et de débats sur les enjeux de notre temps à travers l’organisation d’événements, la publication de travaux de réflexion et la formulation de propositions concrètes. Le Cercle est également un lieu de rencontre où se rassemblent étudiants et jeunes professionnels engagés qui souhaitent comprendre le monde pour y apporter leur contribution et le transformer.

Pour plus d’informations, veuillez consulter : [www.cercleorion.com](http://www.cercleorion.com)

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Introduction .....</b>	<b>4</b>
<b>I. L'histoire du Cercle Orion : un club de réflexion en progrès et innovation permanents .....</b>	<b>6</b>
<b>A. Le Cercle Orion à Londres : pilier d'une réflexion mondialisée.....</b>	<b>6</b>
<b>B. L'aventure du « Manifeste pour le monde d'après » : une performance de rassemblement réussie7</b>	
<b>C. Le dépassement de l'aventure du Manifeste pour le monde d'après : le Cercle Orion, cercle de réflexion et d'action légitime, autour de partenaires d'envergure .....</b>	<b>8</b>
1. Le lancement d'une campagne de recrutement : succès et ouverture au débat public .....	8
2. L'architecture du Cercle Orion : un club d'idées et d'influence, au service de la société .....	9
3. La confiance gratifiante de nouveaux partenaires : un levier de légitimité et de crédibilité .....	12
<b>II. Le positionnement politique du Cercle : d'un fondement social-libéral à une méthode originale et novatrice.....</b>	<b>15</b>
<b>A. La méthode du Cercle Orion : établir des constats clairs et objectifs, pour proposer des solutions innovantes et pertinentes.....</b>	<b>15</b>
<b>B. Les priorités politiques du Cercle Orion : une nation forte dans le monde du XXI<sup>e</sup> siècle .....</b>	<b>18</b>
1. La promotion d'un capitalisme responsable .....	18
2. La défense du libéralisme politique et économique sous toutes ses formes ainsi que de l'équité et de la méritocratie.....	19
3. La promotion de l'émancipation individuelle et la lutte contre tout nivellement vers le bas ;.....	20
4. L'attachement à l'idée européenne .....	20
5. La défense de l'identité et de la souveraineté française : une priorité de concorde pour parfaire l'aventure collective .....	22
<b>C. Les champs d'études complémentaires du Cercle Orion : des problématiques essentielles restreintes et privilégiées .....</b>	<b>26</b>
1. Les relations entre les Français et leurs forces de l'ordre.....	26
2. La défense et la promotion de l'artisanat et des PME, leviers de croissance économique et de progrès social.....	26
3. La souveraineté numérique française et européenne .....	27
4. La souveraineté économique française et européenne : la question industrielle.....	27
5. Le rôle de l'État et le fonctionnement des services publics .....	28
6. Le mix énergétique français : entre primauté du nucléaire et développement du renouvelable.....	28
7. Transition numérique et éthique .....	28
<b>Conclusion.....</b>	<b>29</b>
<b>Contact.....</b>	<b>30</b>

# Introduction

Le Cercle Orion se veut être un club de réflexion de premier plan afin de contribuer au débat public via les questions planétaires dans une perspective multidisciplinaire, en s'ancrant durablement dans les enjeux complexes du XXI<sup>e</sup> siècle mais en étant aussi un acteur incontournable du changement.

Il s'inscrit dans une perspective sociale-libérale, progressiste et européenne à la recherche d'une *"troisième voie"*, tout en étant sensible aux traditions historiques, à l'ordre républicain et à une conception stricte de la laïcité.

Formés à l'excellence académique française et internationale, les membres du Cercle Orion défendent la culture et les valeurs humanistes qui les ont nourries, convaincus que le nivellement vers le haut rend libre et autonome. Ils veulent s'inscrire dans le débat d'idées en étant des acteurs du bien commun à travers l'engagement dans un projet citoyen, humaniste et singulier, différent de l'engagement partisan.

Ils ont à cœur de rassembler et de débattre dans un esprit d'ouverture. Les membres du Cercle Orion veulent promouvoir et encourager l'initiative des jeunes, prendre part au débat public, assumer des positions pragmatiques sur les problématiques de société et influencer l'élaboration des normes en défendant leurs valeurs.

Le Cercle Orion réunit des décideurs et futurs décideurs qui aspirent à des responsabilités publiques ou privées dans le respect du pluralisme de la pensée.

Alors que nous envisageons déjà les grands enjeux que nous allons collectivement affronter, il était essentiel pour le Cercle Orion d'envisager une refonte stratégique d'ampleur, après une existence riche de près de quatre ans. L'occasion nous en est ainsi permise avec la publication de ce rapport-programme, « Ambition Orion 2022 », élément essentiel et fondateur de l'avenir idéologique du Cercle. Il résume d'abord le parcours et la structuration du Cercle Orion lors de ces dernières années, explicite les mutations récentes, sa structuration, et la confiance que lui accordent des partenaires différents.

Il procède aussi à une réinvention idéologique des ambitions structurantes du Cercle. Ainsi, ce rapport est l'occasion de privilégier une étude approfondie autour de cinq thématiques d'étude. Ainsi, le Cercle a alors pour ambition de se faire entendre sur tous les grands sujets contemporains à travers une ligne politique qui lui est propre :

- la promotion d'un capitalisme responsable ;
- la défense du libéralisme politique et économique sous toutes ses formes ainsi que de l'équité et de la méritocratie ;
- la promotion de l'émancipation individuelle et la lutte contre tout nivellement vers le bas
- l'attachement à l'idée européenne ; et
- la défense de l'identité et de la souveraineté française.

Aussi, le Cercle Orion entend défendre des intérêts publics et privés auxquels il est attaché à travers une activité de lobbying et d'influence auprès d'acteurs de premier plan.

# I. L'histoire du Cercle Orion : un club de réflexion en progrès et innovation permanents

## A. Le Cercle Orion à Londres : pilier d'une réflexion mondialisée

Fort de son développement en France, le Cercle Orion entame à l'automne 2019 son expansion à l'international, créant ainsi un pôle autonome à Londres.

Londres est au cœur même de la mondialisation, présentant une ville-monde dont le poids dans le commerce international est indéniable, une place financière de premier plan, un écosystème d'innovation et une communauté française très puissante. La capitale britannique est un observatoire privilégié pour observer, analyser et influencer les mutations du monde économique-politique actuel.

L'implantation du Cercle Orion à Londres se justifie ainsi par la volonté de défendre le multilatéralisme, mais aussi de repenser les échanges internationaux et la mondialisation dans une perspective durable du point de vue économique et environnemental.

L'ancrage pro-européen défendu par le Cercle Orion font aussi de Londres un point de contraste et d'étude critique pour comprendre les faiblesses actuelles de l'UE et se poser en acteur force de proposition visant à permettre l'approfondissement du projet européen, et notamment du marché commun.

La question du Brexit constitue par ailleurs un défi majeur pour la France et pour l'ensemble des pays de l'Union Européenne. La perspective de l'implantation du Cercle Orion au Royaume-Uni a permis d'étendre les perspectives de réflexion et d'influence sur la question, en défendant toujours une UE forte et dotée des outils nécessaires pour maintenir sa place dans le commerce et les relations internationales. Le Cercle Orion entend ainsi marquer clairement son attachement aux liens entre la France et le Royaume-Uni, mais aussi sa position favorable au regard de la construction européenne.

La présence du Cercle Orion à Londres s'inscrit donc dans notre stratégie globale, et crée un vecteur additionnel de légitimité internationale pour réfléchir sur les enjeux globaux, tout en étendant son projet à un réseau de jeunes décideurs internationaux et son activité de recherche à des thématiques globales.

Dans cet esprit, la *London Branch* s'est réunie au Royal Automobile Club en novembre 2019 pour officialiser le lancement de la branche, ainsi qu'autour d'Emmanuel Goldstein, Managing Director au sein de la division Investment Banking de Morgan Stanley en France, pour débattre des liens entre la finance internationale et la politique.

En dépit des difficultés liées au cadre sanitaire, la *London Branch* a su développer ses activités notamment en signant des partenariats stratégiques localement, permettant l'accroissement des réseaux et de la capacité d'action et d'influence du Cercle sur l'île britannique. Avec la société de conseil en stratégie AviaMediaTech, le Cercle Orion organise ainsi des événements communs portant sur l'innovation et l'entrepreneuriat et a mis en place une stratégie commune d'incubation des start-ups innovantes dans les domaines juridique et financier. Le Cercle Orion est également partenaire de la Fédération des

Associations Françaises de Grande Bretagne, étendant ainsi le spectre de Français concernés par nos activités sur le territoire britannique.

Le développement de la *London Branch* se poursuit aujourd'hui par une croissance des membres résidant au Royaume-Uni, la préparation de conférences en ligne et en présentiel sur des thématiques propres à l'ancrage international, la structuration d'un réseau influent dans la sphère londonienne, la mise en place d'un canal de réflexion et de propositions lié aux problématiques européennes, commerciales et bilatérales, et la recherche de nouveaux partenaires locaux, servant ainsi la stratégie locale et globale du Cercle Orion.

## **B. L'aventure du « Manifeste pour le monde d'après » : une performance de rassemblement réussie**

La crise sanitaire, économique et politique due à la diffusion planétaire du Covid-19 a plongé de nombreux pays dans l'abîme et l'urgence, employant des moyens exceptionnels pour combattre un phénomène exceptionnel. Convaincu que ces incertitudes peuvent être transformées en opportunités et que les nouvelles générations ont pour devoir de se saisir de leur avenir, Alexandre MANCINO, fondateur du Cercle Orion, a lancé un appel le 29 mars 2020 pour rédiger un *Manifeste pour le Monde d'après*, afin de contribuer au débat d'idées qui ne manquera pas d'émerger une fois l'urgence passée. Plus que jamais dans l'histoire récente, la crise a montré la fragilité de millions de personnes vers lesquelles une main doit être tendue pour dessiner ensemble un futur désirable, prospère, juste et durable.

Pour parvenir à réaliser ce *Manifeste*, nous avons rassemblé près de 200 contributeurs d'âges, de formations, et de professions différentes. La dynamique insufflée par le Cercle Orion, la précision de l'organisation et de l'encadrement apportée, ont été des leviers qui ont garanti le bon déroulé de ce projet rêveur. Au cours de ce rassemblement impressionnant, qui s'est dès lors apparenté à une prouesse managériale et numérique d'envergure, les contributeurs ont évolué au sein de 14 groupes, chacun chargé de l'élaboration du texte pour une thématique déterminée. La diversité de ces groupes souligne l'attachement du Cercle Orion à traiter une multitude de thématiques, afin de percevoir de façon transversale la complexité de notre temps et de ses enjeux.

Nous avons été très attachés à l'horizontalité du *Manifeste* : une des orientations a été de promouvoir le débat, la discussion et le consensus afin de parvenir à des solutions qui soient les plus originales et les plus pertinentes. En ce sens, nous sommes particulièrement fiers d'avoir pu réaliser, en une période si trouble, une telle réussite de rassemblement, preuve de son attractivité vers des univers toujours plus larges.

Les femmes et les hommes qui se sont engagés avec nous dans cette aventure ont insufflé leur énergie, leur passion et leur force de réflexion dans le *Manifeste* pour lui permettre d'avoir le plus grand écho possible. Notre collectif rassemble des profils et des générations variés, de l'étudiant au professionnel expérimenté, dont les domaines d'expertise et les expériences couvrent les sujets que nous avons abordés. Le *Manifeste* n'existerait pas sans ces volontaires qui ont débattu, discuté et échangé pendant de nombreux mois pour arriver ensemble à un consensus sur des questions complexes tout en dépassant leur thématique de prédilection et en s'investissant dans la réussite de ce projet commun.

La dimension de ce projet a été permise par le parrainage aimable et confiant de quatorze personnalités inspirantes, qui ont dessiné pour la conduite de ce projet des horizons ambitieux.

Ainsi, nous remercions encore Laurent FABIUS, Mireille DELMAS-MARTY, Bénédicte FAIVRE-TAVIGNOT, Bernard STIRN, Bertrand BADRÉ, Bertrand BADIE, Alberto ALEMANO, Lucien RAPP, Yann ARTHUS-BERTRAND, Laurent COHEN-TANUGI, Florent PARMENTIER de leur amitié sincère et précieuse. Nous avons ainsi pu organiser quatre plénières sur des thèmes variés pendant la première période de confinement, animées par certains de nos parrains. Ceux-là ont aussi eu la gentillesse de préfacier le *Manifeste* en écrivant chacun un éditorial. Les comptes rendus de ces discussions, ainsi que les contributions de nos parrains sont consultables sur le site internet du Cercle Orion.

Pour nous accompagner dans notre projet, nous nous sommes entourés de partenaires pour appuyer notre rayonnement et nous conseiller sur divers aspects : Sciences Po Alumni et Generation Start, l'association des jeunes diplômés d'HEC, nous ont épaulé avec bienveillance.

### **C. Le dépassement de l'aventure du Manifeste pour le monde d'après : le Cercle Orion, cercle de réflexion et d'action légitime, autour de partenaires d'envergure**

Au sein du Cercle Orion, la dynamique initiée par le *Manifeste pour le monde d'après* s'inscrit désormais collectivement dans son dépassement et son héritage, afin que nous puissions nous affirmer comme un acteur légitime et compétent au sein de débats publics s'annonçant riches et passionnés. Plus que jamais, nous vivons une période incertaine et douloureuse, mais ces difficultés ne doivent pas nous décourager. Au contraire, elles doivent motiver notre effort de penser notre monde et le bien commun, au côté d'acteurs légitimes. Nous en sommes persuadés.

#### **1. Le lancement d'une campagne de recrutement : succès et ouverture au débat public**

Dès la rentrée de septembre 2020, le Cercle Orion a lancé une campagne de recrutement ambitieuse, qui s'est traduite par son immixtion dans une nouvelle dimension.

Ce *membership* se traduit d'abord par un processus de sélection exigeant, permettant au Cercle de préserver l'harmonie et l'excellence de ses valeurs.

Les nouveaux membres sont intégrés à l'association à la suite d'un processus de cooptation organisé par des membres actifs du Cercle Orion. Ce processus s'organise en deux temps.

Tout nouveau membre du Cercle devra s'acquitter d'une cotisation annuelle lui permettant d'avoir accès en priorité et à un tarif préférentiel à l'ensemble des événements. Le montant de la cotisation s'élève à 100 euros pour les actifs et 50 euros pour les étudiants en formation initiale.

Ce système de *membership* permet à nos membres du Cercle d'être pleinement intégrés dans l'aventure de ce projet collectif. Animés de l'esprit humaniste qui anime le Cercle, ils sont invités à participer aux réflexions du club et à nos événements : dîners-débats, conférences, petits déjeuners notamment.

Le Cercle Orion offre également à ses membres un espace de publication en ligne. Les membres ont la possibilité de publier des tribunes, des articles ou encore des billets d'opinion sur les sujets d'actualité ou de fond de leur choix.



## **2. L'architecture du Cercle Orion : un club d'idées et d'influence, au service de la société**

### ***a. Publier pour proposer : 9 comités d'études permanents au service des idées***

Le Cercle Orion est marqué par son engagement à défendre les valeurs humanistes et l'intérêt général, et a fait sa mission de faire entendre ses positions et propositions pour construire le monde de demain. Le monde de demain doit se construire au travers d'une troisième voie, soucieuse de la promotion d'un capitalisme responsable, de la défense du libéralisme économique et politique, et de l'équité et de la méritocratie passant par l'émancipation individuelle. Nous défendons de surcroît notre attachement à l'idée et la construction européenne, et la défense de l'identité et de la souveraineté française.

Pour servir ces ambitions, le Cercle Orion est doté de 9 comités d'études permanents. Ces comités ont pour objectif de réfléchir aux problématiques contemporaines, décrypter les écueils du monde actuel, et être source de propositions pour construire l'avenir. L'activité de recherche et prospective est un pilier stratégique du Cercle Orion : les publications, qui prennent la forme de notes de propositions, tribunes, billets et rapports, sont destinées à la fois aux dirigeants – que le Cercle souhaite plus responsables car il est urgent de réhabiliter les élites aux yeux des citoyens - et, d'autres part, à la société civile – qu'il veut consciente des enjeux et des marges d'action dont elle dispose.

Ces publications ont une vocation d'éclairage d'une part des défis de l'époque contemporaine en tant que *think-tank*, mais aussi d'autre part une vocation à peser dans les processus décisionnels au profit des valeurs défendues par le Cercle. Elles visent à analyser et suggérer les opportunités de réformes au bénéfice de l'intérêt général et à aider les acteurs du secteur privé dans leurs orientations stratégiques.

Le Cercle s'est donc armé de pôles d'expertises, visant chacun à décrypter et proposer les moyens de construction d'un avenir durable dans leur thématique propre. Les comités se déclinent en :

- Comité Politique
- Comité Économie & Finance
- Comité Europe & Affaires internationales
- Comité Environnement
- Comité Santé
- Comité Droit
- Comité Tech et Digital
- Comité Identité
- Comité Humanités

Le pôle des Études participe in fine à l'activité de lobbying et d'influence du Cercle Orion auprès des bons interlocuteurs publics et privés. L'ensemble de ces travaux donne lieu à des événements spécifiques et les propositions qui en découlent ont vocation à asseoir le Cercle Orion en tant que club de réflexion innovant et de référence.

### **b. Rétablir le lien entre citoyens et politiques publique : le Laboratoire d'Innovations Publiques**

La résolution des problèmes de politiques publiques, par le biais de propositions fortes et tangibles, constitue un cheval de bataille du Cercle Orion. Le Laboratoire d'Innovations Publiques (LIP) du Cercle vise à servir cet objectif au travers de solutions de transformations concrètes.

Conscient du manque de coopération entre les secteurs public et privé et du besoin de transformation des structures publiques pour servir des politiques d'avenir, le LIP entend mobiliser un large écosystème d'acteurs issus des deux mondes, ainsi que de la société civile, pour encourager la collaboration en lien avec les enjeux de bien commun.

Nous nous donnons ainsi pour objectif d'aider à reconstruire la confiance dans une France où les fractures sociales progressent sans cesse et où la défiance envers l'État augmente. Le LIP veut réunir les membres issus de différents partis politiques ou sans étiquette, les élus locaux, les représentants de la société civile, les représentants de syndicats, et les dirigeants d'entreprises privées ou publiques pour construire une société plus désirable pour demain.

Nous souhaitons reconstruire le dernier kilomètre de l'accès à l'information et du débat pour mettre l'action de l'État en lien avec les problèmes des citoyens. La résultante de ces volontés se traduit par la construction de politiques publiques innovantes, qui engagent les territoires et les citoyens pour répondre au mieux aux besoins de la France d'aujourd'hui et de demain.

En se concentrant sur les sujets prioritaires (emploi, environnement, mobilités, numérique, santé, immigration et sécurité), le LIP s'engage à faire remonter les besoins et intentions à toutes les échelles en étant proches des territoires : citoyens, élus, syndicats, associations, monde privé et monde académique doivent être engagés. Il propose aux acteurs pertinents les mesures et initiatives émanant de ses analyses, et aide à leur implémentation.

Par le Laboratoire d'Innovation Publique, le Cercle Orion propose donc un moyen palpable de construire dès aujourd'hui le monde de demain, en rétablissant la confiance dans l'action publique.

### **c. Soutenir l'innovation et l'entrepreneuriat pour construire l'avenir**

Conscient de l'importance cruciale de l'innovation et de l'entrepreneuriat dans la construction du monde d'aujourd'hui et de demain, le Cercle Orion a développé son incubateur pour proposer aux start-ups et projets prometteurs ses services et son soutien en besoin juridique.

Fort de son expertise dans le domaine des nouvelles technologies, notamment dans le contexte du développement de la French Tech, l'incubateur du Cercle Orion a vocation à repenser le *business model* de demain et à soutenir la création d'entreprises innovantes. Par le biais de partenariats et collaborations, l'incubateur propose un soutien dédié aux stratégies d'innovation technologique, un accompagnement dans l'accès au droit pour les start-ups dont les besoins juridiques relèvent souvent d'un défi majeur, la mise en place d'un fonds de *venture* innovant, et du conseil sur les problématiques de capital investissement.

En outre, le Cercle Orion et son incubateur ont signé des partenariats en France avec le cabinet d'avocat du Président-Fondateur du Cercle, *A.M. International - Legal & Consulting*, pour favoriser

l'accompagnement juridique, et en Angleterre avec la société *AviaMediaTech* pour accompagner les start-ups dans leur lancement par le biais d'un accompagnement juridique et financier, sous forme de mécénat de compétence.

Les projets dans les domaines de la santé, du numérique et des FinTech sont ainsi particulièrement représentés en phase d'amorçage. Fidèle à son ADN de club politique, l'incubateur du Cercle Orion est également très actif sur le secteur de la GovTech pour favoriser les liens entre secteurs privé et public.

Alors que le monde de demain est encore à construire, nous sommes convaincus que la troisième voie passera par la combinaison du développement, de l'innovation et de la refonte stratégique des secteurs privé et public. L'Incubateur marque ainsi la volonté d'agir en vertu des réflexions et du positionnement du Cercle pour donner à la société les outils nécessaires à la construction de son avenir.

#### ***d. Le Cercle Orion, levier légitime de représentation d'intérêts***

Le Cercle Orion se veut un club de réflexion capable de peser dans le débat public et de se faire entendre sur les défis de l'époque contemporaine. En sus de son activité de publication à destination des décideurs publics et privés, le Cercle Orion est appelé à devenir un club d'influence de premier plan, capable de se saisir des grands enjeux de l'époque et de défendre les intérêts auxquels il est attaché. C'est pourquoi il prend très régulièrement position dans les médias et mobilise son réseau constitué de personnalités politiques et économiques de premier plan, pour faire passer les bons messages et avoir un rôle moteur dans les processus décisionnels.

Cette activité, pilier stratégique du Cercle, se fait en toute indépendance conformément aux valeurs du Cercle et aux idées des travaux véhiculés dans le strict respect déontologique. Ainsi, les travaux de recherche et toutes les activités du Cercle ont un impact palpable dans les processus décisionnels publics et privés.

Le partenariat exclusif entre le Cercle Orion et le cabinet d'avocat du Président-Fondateur donne les moyens au Cercle Orion d'être un acteur de premier plan du débat intellectuel et de peser dans les enjeux actuels en défendant ses valeurs tant vis-à-vis des décideurs privés et des gouvernements, que des décideurs publics, et ce auprès des citoyens et au profit de l'intérêt général.

A travers son bureau de Bruxelles, le Cercle Orion a des liens privilégiés avec les institutions européennes. La plupart des institutions européennes ainsi que de nombreuses organisations internationales entre autres lobbyistes ont leur siège en région de Bruxelles, la présence du Cercle Orion y est alors éminemment stratégique et indispensable. L'impact du lobbying à Bruxelles est bien documenté dans la fabrique de la loi européenne. Bruxelles est devenue après Washington la deuxième place forte en nombre de lobbyistes.

L'ensemble des piliers du Cercle Orion - événements-débats, recherche & prospective, Laboratoire d'Innovations Publiques, Incubateur - s'inscrivent dans l'activité de lobbying et d'influence et contribuent à la légitimité sur le plan des idées.

Les acteurs économiques sont en effet exposés aux aléas d'un droit complexe et instable en raison de l'accélération de la production normative nationale, européenne et internationale. Le Cercle Orion entend donc participer à l'élaboration de ces normes qui ont un impact sur les activités économiques au profit de

l'attractivité du droit national et donc de la compétitivité des entreprises et de la croissance. Les mises en relation avec des décideurs de haut niveau constituent ainsi une activité clé du Cercle qui entend promouvoir et défendre ses valeurs.

A travers une coordination de veille législative et réglementaire, d'analyses d'impact et d'accompagnement de projets de création d'entreprises, les travaux du Cercle Orion entendent jouer un rôle majeur dans le débat public et intellectuel pour convaincre ses interlocuteurs décideurs publics d'interpréter et d'appliquer correctement une norme ou, le cas échéant, de l'adapter dans un sens permettant la convergence des intérêts qu'il défend et de l'intérêt général.

### **3. La confiance gratifiante de nouveaux partenaires : un levier de légitimité et de crédibilité**

#### ***a. Une ouverture à l'excellence universitaire***

Les relations étroites que le Cercle Orion noue avec des partenaires institutionnels constituent un élément essentiel de la stratégie du Cercle ; aux origines du projet se situe l'ambition de promouvoir l'excellence académique et d'en envisager la continuité dans un engagement citoyen. Grâce à un cycle de conférences enrichissant organisé conjointement avec le (CEVIPOF), et à des interventions à Sciences Po,

Dès le mois de septembre 2020, le Cercle Orion a conclu un partenariat avec le Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF), représenté par Florent PARMENTIER, Secrétaire général du CEVIPOF et parrain du *Manifeste*, afin de mettre en place un cycle de conférences enrichissant organisé conjointement par le Cercle Orion et le CEVIPOF. A travers ces rencontres chaleureuses et passionnantes, en ligne ou au siège du CEVIPOF, et les interventions du Cercle à Sciences Po, le Cercle Orion s'engage comme un partenaire de confiance de Sciences Po et de l'excellence universitaire française.

L'idée de ce partenariat avec le CEVIPOF consistait à mélanger plusieurs approches et à croiser les regards afin de disposer des meilleurs outils de compréhension des enjeux de notre temps. Nous avons à cœur de continuer à mêler l'excellence académique et l'expertise universitaire de haut niveau des chercheurs du Centre pour réfléchir en liberté à notre temps et ses défis.

La conclusion de ce cycle a résolument placé le Cercle comme une véritable agora citoyenne, un lieu ouvert de débats et d'échanges. A chaque rencontre, et ce malgré les conditions exceptionnelles dues à la crise sanitaire, nous continuions d'accueillir de nouveaux participants, étrangers à l'origine à l'aventure du Manifeste, signe de l'attractivité et de la notoriété grandissantes du Cercle.

Une telle audace visait à constituer une étape d'envergure afin de placer le Cercle comme un interlocuteur sérieux et légitime, prompt à occuper une place de premier plan dans le débat public en vue des prochaines échéances électorales.

Ainsi, nous avons à plusieurs moments été amenés à débattre de certaines parties du Manifeste, notamment de la partie Géopolitique, à l'aune des élections américaines, dans le cadre d'une première rencontre au mois de septembre.

Le 21 octobre, nous avons reçu Pascal PERRINEAU, politologue agrégé de science politique, professeur associé à Sciences Po et directeur du CEVIPOF entre 1994 et 2013. M. PERRINEAU a marqué le débat politique français et a engagé le CEVIPOF en tant qu'observateur central de la vie politique française. Il est

l'auteur d'œuvres majeures, *Désenchantement démocratique* (2003) et *Syndrome Le Pen* (1997), et a fait entrer dans le débat public certaines notions d'envergure majeure, telles que le gauchisme et le lepénisme. Garant du Grand Débat National en 2019 et Président de Sciences Po Alumni depuis 2016, il incarne une science politique qui s'ouvre à d'autres disciplines. Sa richesse académique, son envergure intellectuelle, ainsi que sa connaissance précise du champ politique français nous ont permis d'envisager la compréhension de la vie de notre Cité commune sous un angle différent.

Pour conclure ce cycle, nous avons rencontré Jean CHICHE, professeur à Sciences Po, docteur en statistiques mathématiques de l'Université Pierre et Marie Curie, nouvellement Sorbonne-Université, et ingénieur de recherches au CNRS et au CEVIPOF, dont le propos fut percutant, original, et circonstancié. Après avoir souligné la qualité des sources, l'inspiration intellectuelle, ainsi que la rigueur méthodologique du *Manifeste*, M. CHICHE nous a rendu compte avec beaucoup de précision de la perception des politiques environnementales auprès de l'opinion publique. Il nous a par ailleurs montré comment les enjeux environnementaux se sont insérés avec force depuis une dizaine d'années dans le débat public.

La conclusion du cycle avec le CEVIPOF nous amène réellement vers une nouvelle étape, de consolidation et d'approfondissement.

#### ***b. La confiance d'acteurs institutionnels de premier plan***

En sus de s'ancrer comme un partenaire majeur d'institutions universitaires, le Cercle Orion organise régulièrement des rencontres avec des acteurs institutionnels de premier plan, signe de la confiance que ceux-là nous accordent, et gage de la qualité de nos ambitions.

Les dîners et petits-déjeuners, en comité restreint et en présence d'une personnalité connue pour s'être particulièrement investie pour la Cité, sont destinés à nourrir et à stimuler la réflexion commune et offrent un format propice aux discussions sans langue de bois et à l'approfondissement des réponses à des problématiques complexes. Depuis sa création, le Cercle a ainsi reçu des personnalités publiques de premier plan : Bernard CAZENEUVE, ancien Premier Ministre, Jacques ATTALI, aujourd'hui essayiste économique, Bernard STIRN, ancien Président de la section du contentieux du Conseil d'État, et bien d'autres nous font régulièrement confiance, et permettent à nos membres d'enrichir leurs approches de la vie de la Cité.

En particulier, nos rencontres ont été particulièrement fécondes depuis septembre 2020.

C'est ainsi que le lundi 28 septembre, nous avons eu le privilège de recevoir Bertrand BADRÉ, ancien directeur financier du Crédit Agricole et de la Société Générale et ancien Directeur général de la Banque Mondiale à l'occasion de la sortie de son dernier ouvrage : *"Voulons-nous (vraiment) changer le monde ?"*. Un débat a ainsi été lancé sur les enseignements que l'ancien banquier mondial a tiré de la crise pandémique, et ses propositions.

Aussi, lors du lancement du cycle de conférences organisé conjointement avec le CEVIPOF, Benjamin GRIVEAUX, ancien Porte-Parole du Gouvernement et candidat La République En Marche (LREM) à la Mairie de Paris, nous a fait l'honneur de sa présence et de son soutien amical.

Au mois de décembre, nous avons eu l'honneur de recevoir François DE RUGY, ancien Président de l'Assemblée nationale, ancien Ministre de la Transition écologique et solidaire et aujourd'hui député.

A l'issue de ces rencontres, le Cercle est en mesure d'élaborer ses préconisations et d'avoir un positionnement précis.

Les conférences peuvent être ouvertes à une audience plus large et permettent à des jeunes gens de convictions, d'assister à nos événements en confrontant idées et arguments.

D'autres événements sont aussi proposés tels des visites culturelles ou des dégustations gastronomiques ou œnologiques.

### ***c. Un attachement aux arts et aux humanités : la confiance dans le secteur culturel***

Sensible aux arts, à l'histoire de France et aux humanités, le Cercle Orion est fier de nouer un partenariat stratégique avec la Société des Amis de Versailles et son groupe des Jeunes Ambassadeurs.

Ce rapprochement entre les deux organisations permettra de faire converger nos activités et de renforcer notre pôle Humanités à travers ce haut lieu du patrimoine national.

Ainsi, ce partenariat a pour objectif de faire redécouvrir le Château de Versailles, haut lieu de nos patrimoines historiques, culturels et politiques aux membres du Cercle, et de promouvoir auprès du Cercle les actions de la Société des Amis de Versailles. Des événements seront organisés conjointement et nous comptons ainsi sur l'enrichissement mutuel et symbiotique qui résultera de ce partenariat.

Ainsi, le Cercle Orion a connu quatre années d'évolutions et de progrès constants. Nous avons acquis une crédibilité indéniable en tant que club de réflexion et d'action européen de premier plan et œuvré à une méthode de rassemblement qui a montré ses fruits. À force de détermination, de plus en plus de membres nous ont rejoints et des personnalités toujours plus inspirantes nous font confiance.

À l'occasion du quatrième anniversaire de la fondation du Cercle Orion, nous avons entrepris le projet de procéder à une refonte stratégique d'envergure de notre ligne politique et de notre méthode qui doivent concourir à caractériser la spécificité et les ambitions nouvelles du Cercle Orion pour participer aux grands débats d'idées du XXI<sup>e</sup> siècle.

## II. Le positionnement politique du Cercle : d'un fondement social-libéral à une méthode originale et novatrice

Club de réflexion, le Cercle Orion se nourrit d'abord d'un intérêt et d'une conviction libérale sincères. Aux origines intellectuelles du Cercle, nous retrouvons en premier lieu les penseurs du libéralisme, notamment Tocqueville. Connaissant l'importance d'Alexis de TOCQUEVILLE pour le Cercle, Nicolas BAVEREZ nous a notamment fait l'honneur de nous présenter son dernier ouvrage *Le Monde selon Tocqueville : Combats pour la liberté*.

Le Cercle est aussi intéressé par le social-libéralisme, et charmé par l'idée de troisième voie, théorisé par Anthony GIDDENS, proche collaborateur de Tony BLAIR. Il s'agit de consolider les acquis de l'économie de marché, tout en valorisant la culture de l'effort et la valorisation de l'engagement et du mérite de chacun, moteurs d'une société en mutation.

Le Cercle Orion promeut et défend ardemment les valeurs de la République, règles de constitution fondamentales de notre organisation sociale. Nous sommes ainsi notamment attachés à l'autorité de l'État et à une conception stricte de la laïcité.

Ce sont ces valeurs d'excellence et d'audace qui fondent la spécificité du Cercle Orion.

Fin observateur du débat public, le Cercle Orion souhaite proposer un positionnement politique innovant, qui trouve un écho puissant dans les tumultes qui animent la scène politique et alimentent ses contingences.

Ainsi, ces quatre années d'évolution et de progrès constants ont été essentiels pour effectuer le travail de positionnement et d'engagement du Cercle Orion. Aujourd'hui, le Cercle est heureux de présenter sa stratégie lui permettant de consolider et de potentialiser la place de choix qu'il a acquise, au sein de la sphère publique.

Ainsi, grâce à une méthode innovante et percutante et à une réflexion alimentée autour d'horizons de travail et de champs d'études pertinents, le Cercle Orion est convaincu d'avoir un positionnement répondant aux besoins du débat public. Partant, cette stratégie constitue le levier d'insertion du Cercle Orion qui lui permettra d'exercer au mieux son rôle et de participer au plus près aux réflexions stratégiques qui dessineront les années à venir.

### A. La méthode du Cercle Orion : établir des constats clairs et objectifs, pour proposer des solutions innovantes et pertinentes

Nous entendons nous caractériser par une méthode propre, qui nous permette d'affirmer notre singularité. La logique promue vise à dépasser les projets déjà existants et à inventer une nouvelle manière de peser dans le débat public.

En ce sens, le projet porté a à cœur de nommer les problèmes et de savoir faire fi des critiques d'une bien-pensance trop souvent répandue. Acteur du débat public, nous regrettons toutefois sa détérioration ces dernières années. Alors que la France est le pays des droits de l'Homme, nous ne pouvons tolérer l'imposition d'une doxa bien-pensante au cœur du débat citoyen. Ce fléau est néfaste pour nos libertés et nos démocraties. En particulier, nous déplorons sincèrement que cet anéantissement progressif de la richesse de la contradiction provienne d'une gauche auparavant laïque et républicaine, qui semble avoir renié de la manière la plus choquante son attachement au pacte social français. C'est à cette gauche de la posture et de la bien-pensance que le Cercle Orion veut manifester son opposition clairement. Une partie de la gauche ne s'est pas relevée de la fin des années Mitterrand. Déboussolée, cette gauche, pourtant héritière de Jean JAURES et Léon BLUM, s'est retrouvée sans aucun repère intellectuel. Harassée, elle n'a eu d'autres choix que de recourir au mimétisme intellectuel et de tenter d'importer en France de nouvelles théories inappropriées venant d'Outre-Atlantique. C'est ainsi que nous dénonçons avec force au pays de Raymond ARON l'irruption de problématiques réchauffées en France que sont par exemple le communautarisme, la condition des Afro-américains ou les questions de race.

Notre pensée se fonde aussi sur une rigueur à tous niveaux. En premier lieu, c'est à la richesse de la langue et de notre patrimoine linguistique que nous faisons confiance pour fonder nos raisonnements. « Mal nommer les choses, c'est ajouter du malheur au monde », disait Albert CAMUS. Les mots véhiculent la complexité et la richesse de notre pensée. Nous savons bien que des termes font souvent l'objet d'un investissement politique et sont biaisés, nuisant à la pertinence du débat public. C'est par exemple le cas avec le mot d'islamophobie, souvent employée par une frange bien-pensante de la gauche en rupture avec l'idéal universel. Ce terme recèle les dangers les plus grands qu'une méthode impropre et un discours en rupture avec l'idéal laïc contient. Ce terme piégieux et fallacieux enferme le combattant de la liberté et de la laïcité dans la case d'un persécuteur raciste, et renverse la hiérarchie des combats républicains. Nous devons rejeter en bloc cette pensée, qui est dangereuse. Dressons aussi le parallèle avec le concept de race dans le débat républicain. Cette racialisation du débat public rompt avec l'universalisme républicain et instaure un nouveau racisme.

La précision du discours et des mots employés révèle un système de pensée propre. Nous ne devons pas tomber dans la facilité et de tels raisonnements. C'est ainsi que nous rejetons aussi entièrement le concept de *cancel culture*, de privilège blanc, de racisé, au nom d'une opposition culturelle à cette gauche *woke* américaine.

*In fine*, nous sommes attachés à la richesse et à la complexité de la pensée française. C'est justement parce que le Cercle Orion est attaché à "l'éthique de la discussion" promue par Jürgen HABERMAS que cette exigence occupe un rôle aussi important. Cette pensée si unique doit prospérer et ne jamais s'éteindre. C'est à cette pensée rationnelle que nous nous fions.

Cette pensée doit préserver la spécificité des combats français, en ne transposant d'aucune manière des problématiques étrangères. Cette pensée doit se garder de tomber vers la dictature de l'émotion que l'époque des réseaux sociaux et de l'instantané veulent nous contraindre à faire. Comme le rappelait Umberto ÉCO : « les réseaux sociaux ont donné le droit à la parole à des légions d'imbéciles qui avant ne parlaient qu'au bar et ne causaient aucun tort à la collectivité. On les faisait taire toute de suite. Aujourd'hui, ils ont le même droit à la parole qu'un Prix Nobel ».



Nous sommes conscients des dangers de ce dérapage. En nuisant au débat, à la qualité de la contradiction, en propageant des discours de haine, les réseaux sociaux nourrissent aussi dans de nombreuses franges de la société un discours de défiance et de remise en cause de la parole. Justement, en tant qu'agora citoyenne, nous luttons contre toutes ces dérives et dangers mortifères pour la société. Nous nous voulons encore un îlot de préservation du positivisme. Nous sommes à l'ère positive. L'ère théologique, où les bouleversements du monde étaient expliqués par la main divine est révolue – sauf pour les profanateurs de haine. L'ère métaphysique, où les métamorphoses étaient liées à de grandes entités abstraites et inexplicables, est aussi révolue. C'est aujourd'hui la raison et la réflexion qui doivent triompher et déterminer la complexité du débat public et la détermination des grandes orientations stratégiques.

Ainsi, pour assurer la qualité des travaux qu'il mène, le Cercle Orion fait confiance à l'autorité académique, grâce à ses partenaires académiques de premier plan. La confiance dans la science fonde aussi notre approche. Nous croyons à certaines formes d'autorité légitimes que sont celles-ci en démocratie. Fondées sur le mérite, l'excellence et la valeur, elles sont des leviers précieux de garantie de la qualité du débat public et des catalyseurs sains de la profondeur démocratique. Ces autorités légitimes inspirent nos réflexions, travaux, méthodes et pensées.

Aussi, de tels acteurs aux trajectoires inspirantes sont des moteurs pour motiver les trajectoires individuelles et collectives que le Cercle tente d'inspirer.

Ces inspirations se nourrissent aussi de concrétisations nouvelles, mais tout aussi inspirantes, comme nous l'avons vu avec les partenariats que nous avons noués avec le secteur entrepreneurial et que nous tentons aussi de dynamiser ou avec la concrétisation d'innovations publiques dans les collectivités.

L'intervention du Cercle en tant que partenaire de confiance d'acteurs privés lors de ses missions de représentation d'intérêt lui confèrent une connaissance précise d'enjeux spécifiques, une maîtrise des ressorts de l'élaboration des politiques publiques, et sont un atout considérable pour lui permettre d'imaginer en confiance le monde de demain.

Notre pensée s'inscrit dans un nécessaire « temps long » qui motivent l'ampleur de ses horizons stratégiques. Cette ambition a été dessinée par Fernand BRAUDEL en 1949 et l'école des Annales. La longue durée permet une appréhension intellectuelle globales des phénomènes historiques dans toutes leurs composantes et d'apprécier par une réflexion pleine les constats et les ambitions pour le futur. Nous déplorons en effet un oubli trop souvent manifeste de la part des décideurs de ces dernières années de caps stratégiques vers lesquels conduire une aventure collective. La crise que nous vivons nous l'impose comme une exigence impérieuse. Nous saluons ainsi la renaissance du Haut-Commissariat au Plan, amené à dessiner des directions d'ampleur pour les deux à trois prochaines décennies. Nous considérons qu'il en va là d'une nécessité démocratique, permettant d'irriguer avec richesse les débats et de percevoir différemment les politiques publiques.

Toutefois, l'horizon dégagé par notre activité n'occulte en rien notre pragmatisme et notre implication dans les mouvements quotidiens d'un monde numérisé. En ce sens, la vivacité du débat public modèle aussi les prises de position du Cercle qui se doivent d'être à la pointe de l'actualité, sans toutefois le soumettre à la dictature de l'urgence dans laquelle nos sociétés ont souvent le défaut de s'engouffrer.

La dualité entre des caps stratégiques et les évolutions vives du débat public concourent à la construction d'une méthode originale, claire, qui souhaite rompre avec l'angélisme ambiant et les défauts provoqués par la bien-pensance afin d'emporter la conviction auprès de nos partenaires et de la sphère publique.

## **B. Les priorités politiques du Cercle Orion : une nation forte dans le monde du XXI<sup>e</sup> siècle**

Notre idéal repose d'abord sur des orientations générales au nombre de cinq. Ces orientations révèlent les convictions profondes du Cercle, et constituent l'essence du projet porté. Elles sont le fruit des croyances les plus profondes et sincères de nos membres. Pour parvenir à les définir, nous avons privilégié le débat, la réflexion, et la co-construction afin de proposer des horizons ambitieux et auxquels nous croyons.

### **1. La promotion d'un capitalisme responsable**

La construction du monde de demain ne se fera pas sans un système économique fort pour la soutenir. Nous défendons l'idée qu'il est possible d'opérer une transition vers un capitalisme responsable, soucieux des impacts de chaque euro investi.

Comme défendu par Bertrand BADRÉ dans son dernier ouvrage, *Voulons-nous (sérieusement) changer le monde ?* (MAME, 2020), la construction du monde d'après ne se fera pas sans une réforme de fond du modèle capitaliste, pour intégrer dans les valeurs de l'investissement les valeurs environnementales et sociales notamment.

Dans cette fibre, nous promouvons l'idée d'un capitalisme responsable nécessaire à la transition économique mondiale. Cela implique notamment la mise en place de nouvelles normes financières pour favoriser l'investissement responsable et pour sortir du carcan actuel du capitalisme seulement dirigé par les intérêts actionnariaux. L'un et l'autre ne s'opposent pas, mais doivent être combinés. Le capitalisme de demain doit produire un rendement pour les actionnaires, non seulement dans le respect des nouvelles normes de responsabilité mais aussi pour pouvoir dégager un meilleur rendement par le respect de ces normes.

La transition vers un modèle capitaliste responsable ne peut se faire sans l'action des acteurs publics. Bien que certains acteurs privés, financiers ou industriels, s'engagent désormais à la suite des accords de Paris de 2015 à respecter notamment certaines règles auto-imposées sur le plan environnemental, un changement radical ne peut se faire que par l'établissement de règles et d'incitations par les instances gouvernementales qui doivent condamner tout investissement qui ne respecterait pas ce pacte de responsabilité sociale et environnementale. Le combat commence donc dans les investissements d'État. Ce dernier doit s'engager à sortir de tout investissement qui ne respecterait pas les accords de Paris ou ne s'engage pas à les respecter.

Les instances publiques doivent soutenir ce nouveau modèle capitaliste responsable et égalitaire en révisant et en mettant en place les normes et règles nécessaires à son existence. Il s'agit donc notamment d'intégrer les exigences environnementales et sociales au pacte actionnarial, aux normes comptables ou encore aux niveaux d'impositions, par exemple en introduisant des incitations à la décarbonation.

L'État français doit œuvrer avec ses partenaires internationaux, et en premier lieu l'Union Européenne, pour adopter cette approche commune. Il faut espérer ensuite que la France et l'Europe parviendront à servir de tremplin pour amorcer la transition de l'économie mondiale vers le modèle responsable.

## **2. La défense du libéralisme politique et économique sous toutes ses formes ainsi que de l'équité et de la méritocratie**

Le capitalisme responsable va de pair avec la promotion et la défense du libéralisme politique et économique sous toutes ses formes.

Le développement économique de tous les acteurs français et européens ne peut se faire que dans le respect des principes de l'économie libérale, à savoir le libre-échange, la liberté d'entreprendre et la liberté des choix économiques (consommation, travail, etc.). Liberté, responsabilité et propriété sont les trois piliers nécessaires au libéralisme économique. Ce dernier est crucial au développement et à la stimulation d'une nouvelle économie de marché, plus soucieuse des impératifs environnementaux et sociaux.

L'implication de l'État doit par conséquent se limiter au strict minimum nécessaire au bon fonctionnement de l'économie et au maintien de sa souveraineté économique. Cela implique notamment que l'État doit entreprendre de se retirer de ses investissements de croissance ou de sauvetage économique stratégiques existants d'une part, et limiter son entrée au capital d'autres acteurs privés dans le cadre d'un sauvetage économique d'autre part pour laisser place à l'économie de marché.

Le libéralisme économique ne suggère pour autant pas de retirer l'État de tout sujet économique. Les instances publiques sont et doivent rester le premier acteur économique en France. Cela passe tout d'abord par la mise en place et le maintien des règles et normes qui régissent l'économie de marché. Cela passe aussi par l'investissement public dans un but de rendement, notamment au travers des acteurs publics de l'investissement (en premier lieu Bpifrance).

Le développement et le renforcement du libéralisme économique requiert par ailleurs la promotion du libéralisme politique. Nous croyons que l'État doit en ce sens protéger les libertés individuelles et se concentrer principalement sur ses fonctions régaliennes (police, défense, justice en particulier). L'intervention de l'État doit rester limitée. Elle est pour autant bien nécessaire, y compris dans l'esprit libéral, pour garantir la stabilité et le développement économiques et pour permettre la mise en place de nouveaux objectifs notamment responsables. L'intervention de l'État, au niveau français comme européen, a également vocation à défendre la souveraineté économique de la France et de l'UE, face à d'autres pays pour le moment moins désireux d'œuvrer vers une économie responsable.

Le libéralisme, qu'il soit politique ou économique, appelle par conséquent aussi à la défense d'un système social basé sur l'équité et la méritocratie. Il faut lutter contre toute forme de déterminisme social, en donnant à chaque personne physique les mêmes opportunités de s'intégrer dans le monde académique, puis dans le monde professionnel. Le libéralisme économique et politique sous-entend que chaque acteur est égal dans ses droits et ses accès à la liberté d'entreprendre. L'État doit se poser en acteur et défenseur d'un système social et éducatif qui le permette. L'enjeu social et sociétal des prochaines décennies en France est de réactiver l'ascenseur social enrayé depuis des années maintenant. Chaque français, et par extension chaque européen, doit être traité équitablement au regard de l'accès au savoir, à la

connaissance, à la formation et par conséquent au travail. L'État et l'Union Européenne doivent en rester les garants inébranlables.

### **3. La promotion de l'émancipation individuelle et la lutte contre tout nivellement vers le bas**

Nous sommes convaincus que l'émancipation individuelle est absolument nécessaire au développement d'un système économique et social responsable. Chaque citoyen français doit disposer des mêmes droits et peut avoir les mêmes attentes de son pays. L'État doit garantir absolument à chacun ce droit à l'émancipation et le faire valoir par le maintien et le renforcement d'un système scolaire, académique et du travail équitable. En ce sens, nous prônons une maximisation des libertés individuelles et collectives. Cet accroissement doit s'accompagner d'une réduction des inégalités pour améliorer la situation des plus désavantagés et lutter au maximum contre les inégalités.

Pour autant, l'émancipation individuelle ne suppose pas un nivellement par le bas, qui suggérerait notamment une baisse du niveau de l'éducation nationale pour se rendre égal pour tous. Bien au contraire, l'État, le système scolaire et académique, et les partenaires européens, doivent travailler ensemble à maintenir et relever le niveau pour tous. C'est un engagement nécessaire pour construire l'économie de demain et permettre à chaque individu un accès équitable aux nouveaux emplois d'aujourd'hui et de demain.

L'éducation est le fer de lance de l'émancipation individuelle, et nous pensons que l'État doit en faire une de ses priorités, pour cesser le nivellement par le bas des programmes et permettre à chacun d'avoir accès aux mêmes chances de réussite. C'est d'ailleurs l'un des vecteurs principaux qui permettra de remettre l'ascenseur social en route.

Nous croyons qu'il faut dépasser le clivage usuel opposant l'égalité distribution des ressources et l'homogénéisation du bien-être qui ont atteint leurs limites. En effet, nous pensons que le rôle de l'État est de garantir à chacun les mêmes capacités de choisir son parcours et son chemin d'épanouissement.

Le système élitiste français doit aujourd'hui être ajusté mais encouragé tout en permettant de tirer les autres formations vers le haut. L'éducation en France stagne, et le pays reste en 22ème position du classement PISA aujourd'hui, tiré notamment par ses élites. La défense de l'émancipation individuelle doit permettre de tirer la moyenne vers le haut, en ne travaillant plus à élaborer exclusivement un système d'élites mais en donnant les mêmes opportunités à chacun. C'est là la pierre angulaire de toute réforme du système social en France, qui doit d'ailleurs à terme s'étendre à l'Union Européenne sur de nombreux aspects.

### **4. L'attachement à l'idée européenne**

Notre conviction européenne est sans faille et structure notre idéal. Ensemble, au côté des désormais 26 autres États membres, nous sommes liés par un contrat unique, moral, politique et citoyen : l'Union européenne. Français et Européen, ces deux identités ne se contredisent ni ne s'opposent, mais se complètent et se renforcent mutuellement.

Ce projet, visant à l'origine à préserver l'Europe de conflits en son sein, a débuté il y a soixante-dix ans. D'une communauté économique fondée sur le commerce du charbon et de l'acier, nous sommes

parvenus à construire un marché commun et une union citoyenne, par une réalisation unique dans l'histoire du monde. Ce sont des réalisations progressives qui ont contribué à la réalisation d'un tel édifice : « *L'Europe ne se fera pas d'un coup ou d'une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait* », déclarait Robert SCHUMAN, le 9 mai 1950, lors du discours de l'Horloge, fondamental pour comprendre le destin de l'Union.

Aujourd'hui, être Européen c'est célébrer la fraternité européenne que Victor HUGO consacrait au congrès de la paix, le 23 août 1849 : « *Un jour viendra où, sans perdre vos qualités distinctes et votre glorieuse individualité, vous constituerez la fraternité européenne* ».

Plus que jamais nous avons besoin de reprendre notre destin en main. Et cela ne peut passer que par la souveraineté européenne.

En particulier, la crise sanitaire nous le montre avec acuité et précision. Si Jean MONNET formulait avec gravité que « *L'Europe se ferait dans les crises* », et « *qu'elle serait la somme des solutions apportées* », nul doute que l'occasion lui est donnée, aujourd'hui, de s'affirmer et de se montrer à la hauteur, la crise du Covid-19 étant cruciale pour son avenir.

Ce sont les peuples des 27 qui doivent s'unir : cette union de destin est consubstantielle à l'idée de puissance de l'Union. L'Union a subi un traumatisme bouleversant avec la sortie du Royaume-Uni, définitive au 1<sup>er</sup> janvier 2021. La crise sanitaire est l'occasion et l'opportunité pour l'Union de réinventer sa solidarité et son idée.

L'Union peut ainsi se faciliter d'accomplissements exceptionnels que nous n'aurions pas imaginé il y a encore quelques années.

La politique accommodante de la Banque centrale européenne, qui aura investi près de 2000 milliards d'euros depuis le début de l'épidémie, et l'endettement commun rompent avec le dogme de Maastricht, auquel l'Allemagne semblait à l'origine réticente à déroger. Le plan de relance de 700 milliards d'euros est une prouesse, œuvre du couple franco-allemand que nous devons respecter et honorer, tant il est essentiel pour la relance européenne.

Les compétences sanitaires, bien que de soutien, ont pu être potentialisées pendant cette crise. Le 27 décembre 2020 a ainsi marqué le début d'une campagne de vaccination – et l'amorce d'une fin de crise – sous le sceau européen. Au début de la crise, des patients ont pu être transférés dans des régions transfrontalières, et des masques et matériels médicaux ont été échangés entre pays de l'Union, malgré quelques couacs.

Ces signaux marquent l'avenir d'une intégration européenne plus poussée et nouvelle à l'occasion de cette crise. Nous devons nous féliciter de telles capacités européennes.

Mais reconnaître de tels accomplissements risque toutefois de ne pas être suffisant, tant les défis auxquels l'Union est amenée à être confrontée sont immenses. Ils ne doivent toutefois pas nous décourager. Bien au contraire, ils doivent être les moteurs d'une Europe souveraine, de liberté, de projet, en mouvement, et conduisant ses citoyens vers leur destin commun.

L'Union sans le Royaume-Uni sera différente, ne nous leurrions pas. Elle sera grevée de près de 66 millions d'habitants et de 11% de son PIB. Elle ne doit cependant pas alimenter des réflexions pessimistes sur l'avenir de l'Union, ni augurer de son éclatement. Nous pouvons reconnaître l'excellente conduite des

négociations par la Présidente de la Commission européenne et le négociateur français, Michel BARNIER. Plutôt que de céder à la division, l'Union a tenu, ensemble et souverainement, afin de sceller un accord historique et honorable avec son désormais partenaire d'Outre-Manche.

Nous croyons que l'identité européenne peut être parfaite par de nouveaux accomplissements lui permettant d'embrasser son destin d'Europe citoyenne de projet.

L'Union devra en effet être citoyenne. Si l'Union a des capacités d'impact sur la vie des citoyens uniques, ceux-là doivent pouvoir concourir à l'élaboration des politiques publiques européennes et à la détermination des caps stratégiques pour parvenir à l'autonomie stratégique de l'Union. Les institutions de l'Union ne le permettent pas assez. Si le traité de Maastricht a reconnu la citoyenneté européenne, celle-ci doit se concrétiser par des accomplissements concrets, permettant aux citoyens européens de s'affirmer comme tels. Une vraie démocratie participative doit pouvoir émerger en Europe. Elle permettra de potentialiser notre adhésion pour l'Union et d'accroître sa légitimité, en sus de l'efficacité de ses actions.

Le projet de la monnaie unique a montré sa pertinence et sa puissance d'action, notamment grâce à l'intervention efficace de la BCE. Toutefois, sa gouvernance n'est pas encore achevée et, pour ainsi faire, devrait être envisagée de façon encore plus intergouvernementale. Des enjeux nouveaux rendent une nouvelle gouvernance indispensable, notamment l'explosion des dettes publiques.

Aussi, c'est une Europe de projet qui doit réellement émerger. Cette Europe de projet doit lutter à armes égales avec les puissances chinoises et américaines. L'initiative et l'ambition de la Commission européenne en matière de souveraineté numérique doit encore être encouragée, tant il s'agit là d'une exigence existentielle pour le futur de l'Union, et nous y sommes attachés.

Nous devons aussi soutenir et encourager la recherche européenne, et l'élaboration de grands projets d'envergure. L'Europe doit se projeter à l'aide de grands accomplissements, tels que la 6G et le projet Hexa-X ou le Space Rider, une navette spatiale.

De plus, la question des frontières se pose. Réviser Schengen apparaît comme une évidence selon nous. Les migrations à l'entrée de l'Europe doivent être mieux coordonnées par une action des États membres autour de priorités claires élaborées conjointement. Le pilotage des frontières européennes devra être politique. Aussi, la lutte contre le terrorisme devra se jouer à l'échelle européenne, par une coopération accrue des services de renseignement.

Enfin, le couple franco-allemand, moteur de la construction européenne, devra pouvoir résister au départ de la Chancelière Angela MERKEL, partenaire si unique, et l'avenir de la gouvernance française devra s'y attacher.

##### **5. La défense de l'identité et de la souveraineté française : une priorité de concorde pour parfaire l'aventure collective**

Un des piliers de notre pensée stratégique repose sur une dialectique se questionnant sur l'identité française. L'implantation progressive du mensonge gaullien a placé notre pays dans une situation de doute et de questionnement profonds. Désormais puissance moyenne dans un monde polarisé par l'opposition

sino-américaine, nous avons participé à la construction du rêve européen pour tenter de reprendre en main la destinée collective et s'imposer dans un concert des nations éloigné.

Ce questionnement sur l'avenir de notre pays s'accompagne d'un flou constant sur ses valeurs et son identité. Plus de deux siècles après la Révolution française, qu'est devenu le pays des Lumières et des droits de l'Homme, et quelles valeurs souhaite-t-il défendre ?

Laurent BOUVET témoigne dès 2015 d'une « insécurité culturelle grandissante » en France. Les relais d'opinion en témoignent. Près de 65% des Français estiment qu'il y a trop d'étrangers en France et seuls 40% des citoyens ont une opinion positive de l'islam alors qu'un Français sur six est musulman. Comment se projeter vers l'avenir en ignorant qui nous sommes et les valeurs que nous défendons ? Au Cercle Orion, nous sommes convaincus que nul ne peut choisir son destin s'il s'ignore lui-même. Alors que nous subissons une crise sanitaire sans précédent, aux conséquences économiques et sociales encore inconnues, nous sommes persuadés que l'époque appelle à une réflexion nationale d'ampleur sur la portée de notre destin collectif.

Afin de pouvoir se projeter ensemble dans l'apaisement et la concorde dans les décennies futures, il est d'une nécessité impérieuse de clarifier les doutes persistants de notre pays sur cette question.

Loin de considérer qu'elle est taboue, nous souhaitons engager ce débat et porter des valeurs républicaines qui ont fait l'union de la République dans les siècles d'histoire tortueuse qu'elle a traversés. C'est ainsi un moment de réconciliation que nous souhaitons engager, dont le préalable est la définition de priorités claires et symbiotiques pour notre identité.

Ainsi, nous sommes prêts à porter fièrement l'idéal républicain, universel et laïc, résultant de la passion républicaine française, comme l'étendard d'un destin optimiste, apaisé, et réconcilié pour affronter les enjeux de demain.

Nous sommes attachés à l'idée de nation, trop souvent galvaudée par les tensions politiques. L'identité française est fondée sur une langue ; « ma patrie c'est la langue française », écrivait Albert CAMUS. En tant que citoyens français, nous sommes attachés à une appartenance transcendante, « à une communauté d'idées, d'intérêts, d'affections, de souvenirs et d'espérances », que décrivait Numa Denis FUSTEL DE COULANGES en 1872, dix ans avant la célèbre allocution d'Ernest RENAN à la Sorbonne, répondant – déjà – à la question : « Qu'est-ce qu'une nation ? ». Dans l'héritage de sa pensée, nous croyons fermement que la nation, « le plébiscite de tous les jours », constitue le cœur de l'identité française. La vision que nous portons, et que nous voulons voir triompher, est celle d'un désir vaillant de vivre ensemble, d'appartenir à une communauté idéale, et de partager ensemble le futur commun.

*« Deux choses qui, à vrai dire, n'en font qu'une, constituent cette âme, ce principe spirituel. L'une est dans le passé, l'autre dans le présent. L'une est la possession en commun d'un riche legs de souvenirs ; l'autre est le consentement actuel, le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu indivis »*

Ernest RENAN, *Qu'est-ce qu'une nation ?*, 1882.

Mais ne nous faisons pas d'illusions. Cette nation n'est pas une idée acquise, ni immuable, ni négligeable. Elle est une construction riche et passionnante, le résultat complexe et inexplicé de siècles d'efforts et

de dévouement. C'est cette négligence qui a fracturé la portée de cette idée nationale, et qui cause aujourd'hui un traumatisme et des questionnements troubles chez nos concitoyens.

Bâtie lors de la Révolution française, c'est la République qui embrasse le mieux l'idée de nation, en lui donnant un corps entier et une idée concrète. Ainsi, notre identité se confond avec un concept qui lui est consubstantiel, l'universalisme. Nous y croyons. Être Français, c'est adhérer à ce plébiscite, renouveler quotidiennement cette prière laïque de consentement à une communauté de destin. Cette communauté ne distingue, ni les individus, ni les genres, ni les sexes. Être Français, c'est être membre à part entière, en tant que citoyen abstrait d'une promesse universelle. Nous croyons passionnément à cet idéal universel, levier d'émancipation si français au sein de la communauté nationale.

En un mot, la promesse républicaine, c'est cette élévation idéale que Ferdinand BUISSON décrivait ainsi dans un discours de 1903 : « *Pour faire un républicain, écrivait-il, il faut prendre l'être humain si petit et si humble qu'il soit [...] et lui donner l'idée qu'il faut penser par lui-même, qu'il ne doit ni foi, ni obéissance à personne, que c'est à lui de chercher la vérité et non pas à la recevoir toute faite d'un maître, d'un directeur, d'un chef, quel qu'il soit. [...] La vocation de la République, c'est de faire des républicains* ». C'est définitivement avec cette idée-là que nous souhaitons renouer.

Pour ce faire, invoquons enfin Charles PÉGUY qui, dans *Notre jeunesse* (1910), écrivait : « *Tout parti vit de sa mystique et meurt de sa politique* ». Nous devons retrouver la mystique républicaine. L'enjeu existentiel, aujourd'hui, est de renouer avec l'ambition de la mystique républicaine. C'est seulement à ce prix que nous pourrions nous projeter et triompher. Cet engagement afin de retrouver cet idéal est une des valeurs cardinales que nous prônons.

Mais aujourd'hui, semblant ignorer où nous voulons aller, la promesse républicaine semble s'être estompée. Ne sombrons pas dans l'angélisme ni la fatalité du renoncement. L'idéal laïc et universel que véhicule l'idée républicaine est fragilisé par une menace qui veut sa destruction, l'islamisme radical. Face à une telle montée des risques, nous devons engager un combat total face à ceux qui veulent la mort de la République. Cette lutte est consubstantielle de la préservation de l'identité française, et sera la seule à même de garantir à notre nation un épanouissement et une aventure collective retrouvée dans les décennies à venir.

### *Sauver la laïcité, pilier de notre identité menacée : un combat total pour la France de demain*

Depuis la loi du 9 décembre 1905, la loi reconnaît la séparation des Églises et de l'État, c'est le principe de laïcité : l'État respecte la liberté de conscience, le libre exercice des cultes et tolère toutes les religions mais il n'en reconnaît aucune ni n'en subventionne aucune. La laïcité est une liberté essentielle. Elle fonde le droit au blasphème et la liberté d'expression.

Cette idée unique, si française et même intraduisible, provient des Lumières et notamment de John LOCKE dans son *Traité du gouvernement civil* (1690).

La laïcité est aujourd'hui menacée par des prêcheurs de haine qui veulent détruire la République. La garantie de la laïcité est consubstantielle du triomphe des valeurs républicaines.



L'islamisme radical est aujourd'hui le premier pourfendeur de la laïcité. Trop souvent, l'État a reculé et laissé faire. Par complaisance, l'État, certains élus et la communauté nationale ont laissé faire et autorisé cette haine à prospérer et à venir attaquer nos valeurs.

Dès 1989, une affaire a médiatisé trois jeunes lycéennes voilées. C'est l'affaire dite « de Creil ». Régis DEBRAY, Élisabeth BADINTER et d'autres intellectuels écrivaient déjà que cet épisode moribond ne devait pas constituer le « Munich de l'école républicaine ». Trente ans plus tard, le débat est plus vif encore et nous ne devons pas céder à des menaces totalitaires ; ce serait synonyme de la mort de la République.

La décennie 2010 a été marquée par l'horreur et la terreur. A Toulouse, Paris, Vincennes, Nice, Conflans-Sainte-Honorine... Ce sont près de 300 citoyens qui ont perdu la vie dans ce combat. Ces attaques ne peuvent être considérées discrètement et appréhendées séparément. Elles sont les actes d'une tragédie révélant l'horreur grandissante d'un totalitarisme croissant et ayant pour projet d'annihiler l'État. D'autres événements davantage tus se déroulent aussi, faisant montre de la volonté grandissante de l'hydre islamiste d'abattre la République : ce sont les discussions sur le voile dans l'espace public, l'abattage ritualiste et les menus dans les cantines. Plus récemment, une jeune musulmane a été tondu après avoir fréquenté un chrétien.

Ce combat contre les totalitarismes est un pan essentiel du questionnement que nous devons porter sur notre identité. Il doit être total.

La révolution culturelle à laquelle nous sommes confrontés doit répliquer à l'aide de ses outils qui font le triomphe de la France républicaine. Cette lutte sans merci doit être intellectuelle, judiciaire, administrative, politique et surtout citoyenne, dans le respect de l'État de droit. Face au totalitarisme, c'est toute la République qui doit triompher.

Ce combat doit se mener dans l'espace public. Les administrations, services publics et élus locaux doivent y participer. La République ne saurait tolérer le séparatisme de certains de ses élus locaux. Nous soutenons à cet égard Gérald DARMANIN, Ministre de l'Intérieur, particulièrement vigilant au sujet de dérives séparatistes de certains élus municipaux qui déclarait à ce sujet : « *s'il existait des maires qui prenaient des actes de non-égalité entre les femmes et les hommes dans les services publics municipaux, qui seraient totalement contraires aux valeurs de la République par une sorte de pro-communautarisme qui serait contraire à nos principes* », leur révocation devrait être prononcée en Conseil des ministres. Les outils de l'État de droit doivent être utilisés dans toute leur force et leur impact doit être maximal. Mais l'État ne saurait déroger au droit.

L'islam républicain doit jouer un rôle transparent en intransigeant du côté de la République. Nous en sommes convaincus. Le dialogue doit être franc, strict et républicain avec l'islam de France, qui doit être un partenaire fondamental dans la lutte contre l'islamisme que nous menons. En ce sens, il est intolérable que des franges radicalisées sabordent avec méthode la charte d'adhésion aux valeurs de la République qu'elles s'étaient pourtant engagées à défendre. Les initiatives visant à rapprocher l'islam de France de la communauté nationale sont vitales. On ne saurait accepter que les valeurs républicaines soient contestées, notamment par la composante islamiste du Conseil français du culte musulman (CFCM).

Seul l'affrontement sans concessions au totalitarisme islamiste permettra à la nation française d'affirmer la force de ses valeurs face à ceux qui veulent l'abattre. Seule une telle opposition permettra de parvenir

à l'harmonie culturelle et à la sécurité qui est un préalable à une aventure et à un destin collectif heureux. Ce combat est la seule gageure d'une projection de notre identité dans la société de demain.

## **C. Les champs d'études complémentaires du Cercle Orion : des problématiques essentielles restreintes et privilégiées**

De façon supplétive, nous avons pris le soin de nous concentrer, entre autres sur certains sujets, corollaires de nos orientations stratégiques. Ces thèmes d'études plus restreints nous sont aussi essentiels, en ce qu'ils éclairent notre compréhension de nos grandes orientations, et répondent aux tensions qui animent le débat public à plus court-terme. Nos travaux et réflexions sont ainsi également orientés vers :

### **1. Les relations entre les Français et leurs forces de l'ordre**

Nous rejetons avec force la notion de racisme structurel, systémique ou de racisme d'État. Le racisme est une déviance individuelle, propre à être corrigée. C'est un fléau et un danger pour la cohésion de la société. Nous devons lutter contre ce mal.

En revanche, nous ne saurions adhérer à la pensée trop communément répandue selon laquelle le racisme serait une disposition propre à des structures que l'État représenterait. Ainsi, ni l'État, ni ses administrations, ni sa police ne peuvent être traitées de racistes dans leur généralité. Derrière une volonté bienfaisante, cette expression nourrit une défiance envers l'autorité et véhicule les prémises d'un nouveau racisme, rompant avec l'universalisme. C'est également un fléau contre lequel nous devons lutter.

En particulier, le terme de « violences policières » est biaisé et politisé, devenu le slogan d'une mouvance destinée à lutter contre les valeurs et institutions républicaines. La police doit être exemplaire. C'est ainsi que des institutions indépendantes, ou rattachées, autant que les parlementaires peuvent et doivent exercer des missions de contrôle. Mais l'autorité républicaine doit aussi combattre sans faille ceux qui veulent l'atteindre. Nous ne pouvons accepter de sécession entre les Français et ceux qui les protègent. Elle serait mortifère pour notre nation.

### **2. La défense et la promotion de l'artisanat et des PME, leviers de croissance économique et de progrès social**

Les TPE et PME représentent 99% du tissu entrepreneurial français. Elles sont les leviers les plus importants de croissance économique et d'émancipation sociale. L'accès à l'entrepreneuriat doit être favorisé et encouragé, surtout lorsque l'entrée sur le marché de l'emploi s'avère difficile. Aujourd'hui, alors que les aides publiques qui leur sont destinées sont amenées à s'éteindre, la majorité de ces entreprises sont confrontées à des tensions difficiles. Elles ne doivent toutefois pas être insurmontables. Aussi, nous sommes persuadés l'État doit s'engager dans la transition écologique et numérique de ces entreprises. Seule une telle mutation leur permettra de s'engager résolument dans une croissance économique renouvelée et pérenne.

### **3. La souveraineté numérique française et européenne**

La souveraineté numérique est une exigence d'une importance cruciale. Nous voulons permettre à l'Union européenne et à ses États-membres de pouvoir s'imposer, sans angélisme, dans la société numérique de demain. Or, nous avons déjà pris du retard, sans prendre conscience de la révolution numérique que nous devons affronter, et nous avons laissé s'imposer sur nos terres des projets numériques d'une envergure incomparable à la nôtre : les GAFAM et les BATX, bras armés d'un nouveau jeu d'influence imposé par la Chine et les États-Unis.

En ce sens, nous soutenons les deux projets de règlement présentés en décembre 2020 par la Commission européenne, relatifs respectivement aux services numériques (*Digital Services Act*) et aux marchés numériques (*Digital Markets Act*), mais nous devons encore aller plus loin : nous devons nous imposer comme une puissance numérique souveraine. Nous n'y sommes pas encore. Nous ne sommes pas armés et évoluons en tant qu'herbivores face à des carnivores toujours plus gourmands. Plus qu'une évolution, nous croyons au Cercle Orion que c'est une révolution que l'Union et ses États doivent conduire.

En ce sens, nous voulons permettre l'émancipation d'un vrai marché unique européen. La concurrence doit être plus régulée et ne pas voir ainsi se déchaîner, impuissamment, les velléités des géants internationaux qui contreviennent aux fondements les plus élémentaires de la concurrence.

Le contenu véhiculé par les plateformes doit être régulé. Le *Digital Services Act* est cohérent et doit être renforcé. Les réseaux sociaux sont trop souvent un vecteur de manipulations politiques et de provocation à la haine.

Cette souveraineté est une traduction de l'autonomie stratégique que se sont fixés comme objectif les États membres.

### **4. La souveraineté économique française et européenne : la question industrielle**

La crise sanitaire a montré notre dépendance et notre vulnérabilité concernant des biens pourtant essentiels, minant notre capacité souveraine et réduisant les capacités de protection de l'État à l'heure de turbulences majeures. Dans une optique de sécurité, de souveraineté, de stimulation de l'emploi et d'aménagement du territoire, nous ne devons pas céder aux dynamiques qui ont menacé jusque-là notre production industrielle et le dogme selon lequel celle-ci devait être supplantée par l'ère des services. Nos élus locaux, et les services de l'État dans les territoires doivent être associés pleinement à une telle projection. Ils devront travailler de concert avec les entreprises locales, TPE et PME industrielles, qui font la richesse de notre terreau industriel.

Nous avons perçu les dangers encourus et nous devons ressaisir.

Des domaines stratégiques doivent être déterminés : en matière de défense, d'énergie, de technologie, et de santé. Nos territoires auront un rôle majeur à jouer car ils regorgent de richesses et de compétences. Une telle ambition pourra faire l'objet d'une association étroite avec la communauté nationale tant cet enjeu sera prégnant pour assurer le futur, à l'échelle de plusieurs décennies, de notre souveraineté économique.

Cette souveraineté industrielle doit être imaginée à l'échelle européenne, la seule qui puisse nous permettre de nous épanouir et de concurrencer les mastodontes chinois et américain. Elle devra être sensible aux mutations du monde écologique et numérique, pour assurer sa pérennité et sa performance. Poursuivre une telle révolution dans le monde industriel est indispensable.

## **5. Le rôle de l'État et le fonctionnement des services publics**

Nous sommes convaincus que la crise interrogera largement le rôle de l'État dans les années à venir. Alors que le néolibéralisme souhaitait le voir disparaître progressivement, n'intervenant que pour favoriser les conditions de la concurrence et du libéralisme économique, la crise a montré le rôle indispensable de l'État, notamment en matière de protection sociale, et souligné les attentes grandissantes des citoyens. Toutefois, le rôle de l'État doit être efficace et limité. La culture de l'efficacité, du résultat et de la nécessité doit guider son action. En ce sens, appliquer au secteur public certaines méthodes du secteur privé peut être envisagé afin de lui permettre de s'assurer de l'approbation des citoyens.

## **6. Le mix énergétique français : entre primauté du nucléaire et développement du renouvelable**

Aujourd'hui, les seules sources pilotables d'énergie demeurent polluantes : il s'agit du pétrole, du gaz et du nucléaire. Bien que dépendants du nucléaire, composant près de 40% du bouquet énergétique français, nous devons mesurer les coûts, immenses et inconnus d'un abandon de cette énergie. L'énergie nucléaire est aussi écologique. Comme le souligne le GIEC, pour produire 1 KWh, la centrale à charbon émet 1000g de CO<sub>2</sub> lorsque la centrale nucléaire n'en émet que 6g.

C'est aussi un secteur économique important, source de 220 000 emplois et troisième secteur industriel français.

Nous devons en même temps encourager la recherche et le développement des énergies renouvelables. Il faut toutefois se rendre à l'évidence, l'éolien et le solaire, les sources aujourd'hui les plus performantes, ne sont qu'intermittentes et ne peuvent pour le moment remplacer le nucléaire. Nous devons encourager la recherche sur l'hydrogène, de manière à devenir un leader mondial de cette nouvelle source d'énergie.

## **7. Transition numérique et éthique**

Si la transition numérique est un impératif pour entrer avec force dans les mutations profondes du XXI<sup>e</sup> siècle, et qu'elle emporte des conséquences positives indéniables, il est du devoir de la communauté nationale de veiller à empêcher toute forme de dérive, en protégeant la vie privée et les données des utilisateurs, dans une logique éthique, transparente et responsable. Nous devons sans doute imaginer un corpus juridique plus consistant afin de protéger nos droits et libertés et dompter des technologies qui doivent rester au service de l'Homme. Il faudra être plus vigilant, réfléchi, loyal et coopératif.

Nous devons également veiller aux conséquences du progrès technologique sur l'emploi. Les biais qu'entraînent les algorithmes sont des outils de contrôle puissants et ont des répercussions immenses. Voici tant d'enjeux qu'il sera indispensable de résoudre afin d'imaginer une poursuite apaisée des évolutions de la technologie à notre service.

## Conclusion

Ce rapport-programme revêt l'ambition de démontrer la singularité et la plus-value du parcours riche et en constante mutation du Cercle Orion depuis sa fondation en 2017. Club de réflexion, coalisant les engagements de jeunes audacieux, formés à l'excellence, et aux aspirations certaines, il jouit d'une confiance grandissante de partenaires d'influence et de renom qui louent les ambitions du Cercle : établir au gré d'une méthode nouvelle des propositions innovantes qui répondent aux grands enjeux de nos temps tumultueux, afin de bâtir une France forte dans un monde transformé.

## Contact

Notre initiative vous intéresse ? Vous souhaitez obtenir plus d'informations, nous rejoindre, contribuer à nos travaux ? N'hésitez pas à nous contacter.



Courriel : [cercleorion@gmail.com](mailto:cercleorion@gmail.com)